

PARTE 2

**EN PORTE-À-FAUX
AVEC L'INSTITUTION :
ADAPTATIONS
ET RENONCEMENTS**

Chapitre 6

LA VARIATION DES ÉMOTIONS NÉGATIVES LORS DE SCISSIONS

Le cas d'une organisation marxiste- léniniste dans les années 1970

Philippe Gottraux, Cécile Péchu et Nuno Pereira

Les moments de crise d'une organisation politique peuvent être pensés comme des analyseurs de la fragilisation de la félicité militante. Dans ces moments, et notamment dans les situations débouchant sur une scission, elle peut être contrebalancée voire remplacée par du « malheur militant ». C'est ce que nous proposons d'observer ici en analysant deux scissions intervenant au sein d'une organisation d'extrême gauche.

La littérature classique sur les mouvements sociaux et sur les partis politiques a eu tendance à évacuer les « dimensions affectuelles », tels les affects, les émotions et les passions¹, suscitées par une situation de désajustement envers

1. Sommier I., « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux », in Fillieule O., Agricoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris,

l'institution militante². S'agissant des scissions, l'accent a plutôt été mis sur leur dimension politique (expression de divergences idéologiques, ou d'ordre tactico-stratégique) et/ou sous l'angle des intérêts des agents (la scission comme réponse à l'épuisement des rétributions militantes)³.

Pourtant les travaux récents sur les institutions traitent de la fidélité à ces dernières, des « conditions de félicité » dans celles-ci, autant de réflexions qui ont mis au jour les dimensions émotionnelles, agréables ou désagréables, qui accompagnent nécessairement les investissements comme les désinvestissements institutionnels⁴. Sur cette base, la présence d'« émotions négatives »⁵ ou désagréables est plausible lorsqu'un groupe se divise après avoir mis sur l'unité. On se propose dès lors d'appréhender les scissions⁶ comme un analyseur de situations de souffrance en milieu militant.

La Découverte, 2010, p. 192.

2. Par contre, ces vingt dernières années, la sociologie des mouvements sociaux a redécouvert la présence d'émotions, essentiellement pour saisir les processus favorisant la mobilisation. Voir Goodwin J., Jasper J. M., Polletta F. (eds), *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, Chicago, Chicago University Press, 2001 et Sommier I., « Émotions », in Filleule O., Matthieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (2^e édition), Paris, Presses de Science po, 2020.

3. Dézé A., *Le Front national à la conquête du pouvoir*, Paris, Armand Colin, 2012 ; Gaxie D., « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27, 1977 ; Juhem P., « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, 51, 2001 ; Offerlé M., *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2002.

4. Dulong D., « Au dedans et en dehors : la subversion en pratique », et Raison du Cleuziou Y., « Des fidélités paradoxales. Recomposition des appartenances et militantisme institutionnel dans une institution en crise », in Lagroye J., Offerlé M. (dir.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2010 ; Lagroye J., Siméant J., « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in Favre P., Hayward J., Schemel Y., *Etre gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

5. La catégorie d'émotion négative est présente dans une étude de psychologie sociale consacrée aux scissions dans les groupes, émotion liée au sentiment que l'identité du groupe a été subvertie (Voir Sani F., « When Subgroups Secede : Extending and Refining the Social Psychological Model of Schism in Groups », *Personality and Social Psychology Bulletin*, 31, 2005). Nous préférons raisonner en ces termes, plutôt que de parler de « malheur » militant, pour signifier que peuvent co-exister des émotions négatives et positives, des « affects ambivalents » (Cahour B., Lancry A., « Emotions et activités professionnelles et quotidiennes », *Le travail humain*, 74, 2011, p. 100). Nous utilisons le terme émotion pour rendre compte de l'ensemble des états affectifs, comme dans la littérature anglo-saxonne, défini avec Aminzade et McAdam, synthétisé par Sommier, comme des « types de sentiments ou d'affects culturellement délimités et des pensées incarnées » (voir Aminzade R. R., McAdam D., « Emotions and contentious politics », in Aminzade R.R., Goldstone J.A., McAdam D., Perry E.J., Sewell W.H., Tarrow S., et al. (eds), *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 ; Sommier I., « Émotions », *op. cit.*, p. 221.). Nous dépassons donc la définition issue de la psychologie qui associe nécessairement aux émotions des réactions physiologiques, et leur confère une durée limitée dans le temps

6. À l'exclusion de celles dont le caractère est d'évidence instrumental, comme dans le cas de sorties collectives suite à une politique délibérée d'entrisme.

Il s'agit ici d'ouvrir la boîte noire des scissions, et dans cet esprit d'en comparer deux touchant un groupe d'extrême gauche genevois d'obédience marxiste-léniniste des années 1970, le Centre de liaison politique (CLP) (cf. encadré). Nous montrerons que ces deux situations de crise ont été marquées par une variation dans l'intensité des émotions négatives, la première scission en suscitant plus que la seconde. Pourquoi certaines crises produisent-elles plus d'émotions négatives que d'autres ? Nous explorerons les raisons, étroitement politiques comme plus largement sociales, qui président à cette variation. Nous commencerons par repérer les traces de ces émotions négatives accompagnant ces deux scissions, leur formes et intensité. Puis nous en explorerons les déterminants, d'abord sous l'angle de l'organisation, en nous penchant sur le contenu politique et le déroulement (au sens d'un échange de coups entre militants) des scissions, intervenant à deux moments de l'histoire du CLP. L'insuffisance d'une lecture interne de la dynamique de la crise nous conduira enfin à rapporter ces émotions négatives et leur variation à des états contrastés du champ politique radical, et aux propriétés des acteurs impliqués⁷.

Au niveau empirique, nous nous appuyons sur les archives du CLP – dont les textes produits autour des scissions –, sur des entretiens informatifs et des récits de vie de militants, ici anonymisés, recueillis dans le cadre d'une enquête sur les militants soixante-huitards en Suisse⁸.

Le Centre de liaison politique (CLP) à Genève dans les années 1970

Le CLP est le regroupement, fin 1970, de l'une des dissidences de gauche du Parti du Travail (PdT, communiste), et de militants d'une organisation de la gauche extra-parlementaire issue de 68, le Mouvement socialiste révolutionnaire (MSR). Il revendique une orientation communiste marxiste-léniniste, sur la base d'une lecture sélective de Mao Tsé-Toung, sans pour autant se dire maoïste, ni prendre la Chine pour modèle.

Son apogée date de 1974 avec une centaine de militants, soit la plus grosse organisation d'extrême gauche de l'époque à Genève. Les effectifs diminueront ensuite au gré des départs individuels (volontaires et exclusions) ou collectifs, dont les deux scissions de 1975 et 1977 analysées ici. La première voit partir huit jeunes militants, tous hommes, qui créeront peu après la section genevoise d'une organisation marxiste-léniniste déjà implantée à Lausanne, Rupture pour le communisme (RplC) ; la seconde, constituée d'une vingtaine de personnes, femmes et hommes, crée un Collectif politique (CP) qui maintiendra ses activités jusqu'en 1981.

Le CLP était organisé en cellules par secteurs d'intervention (imprimerie, Chili, université, anti-impérialisme, etc.), et fonctionnait également par assemblées générales. La question de sa direction (sous divers intitulés : bureau, direction, collège des responsables de cellules, etc.) a continuellement fait l'objet de débats

7. Nous empruntons à Delphine Dulong cette mise au jour de trois grands types de « facteurs » (institutions, contextes, acteurs), qu'elle mobilise dans l'étude des subversions dans l'institution. Voir Dulong D., « Au dedans et en dehors : la subversion en pratique », *op. cit.*

8. « Les conséquences biographiques de l'engagement durant la "décennie mouvementée" (1968-78) en Suisse », soutenue par le Fonds national suisse de la recherche scientifique.

virulents. Implanté sur la seule scène genevoise, le CLP a été à l'initiative de la Conférence de Berne, une tentative conflictuelle, et avortée en 1976, de structurer au niveau national d'autres organisations marxistes-léninistes, dont RplC.

Deux générations militantes se retrouvent au CLP, l'une entrée en politique avant 1968, pour l'essentiel dans le cadre du PdT, l'autre politisée par 68 ou lors des mouvements du début des années 1970. Si l'extrême gauche helvétique compte peu de militants venant des milieux populaires⁹, le CLP peut lui faire état de la présence en son sein de militants ouvriers, syndiqués, dont une part a préalablement milité au PdT.

Comme l'ensemble des organisations d'extrême gauche de l'époque, le CLP refusait l'orientation hégémonique du syndicalisme de paix sociale (communément appelée « Paix du travail ») pratiqué par l'Union syndicale suisse, et valorisait des médiations organisationnelles susceptibles de faire surgir l'« autonomie de classe » (groupes de base, oppositions syndicales, etc.).

I. DES ÉMOTIONS NÉGATIVES DANS LES SCISSIONS

Les deux scissions analysées s'accompagnent pour les militants impliqués d'émotions négatives d'intensité variable. Nous en repérons quelques indices dans des textes de l'époque en dépit de leur nécessaire part de stratégie, et dans des entretiens rétrospectifs, au-delà de leur inévitable part de reconstruction. C'est le cumul de ces différents indices qui fait sens et vaut preuve.

Dans les textes politiques, les traces demeurent limitées, tant les groupes d'extrême gauche de l'époque réfrènent l'énonciation sur le mode émotionnel des désaccords, et bannissent le registre individuel de la formulation des problèmes, débouchant sur une rhétorique collective au ton relativement convenu. Néanmoins, des indices attestant d'émotions négatives s'y trouvent, tels l'évocation d'un sentiment d'injustice ressenti à titre individuel, ou l'usage d'un vocabulaire atypique par rapport aux attendus marxistes-léninistes, parfois sur un mode hyperbolique. Les entretiens rétrospectifs évoquant les scissions constituent une ressource précieuse : on y trouve quarante ans plus tard des émotions encore bien présentes¹⁰.

Ainsi, les partants de la première scission de 1975, au-delà des désaccords idéologiques (voir plus loin), laissent apparaître leur désappointement d'être maltraités : application d'un « deux poids deux mesures » de la part de la direction du CLP, impossibilité pour eux de se « laisser poignarder dans le dos face aux masses » sous peine de « lâcheté », application au « camarade R. » d'un traitement habituellement réservé « à des forbans », etc.¹¹ Ces sentiments sont encore plus présents dans le texte que le « camarade R. »

9. Pereira N., Schär R., « Soixante-huitards helvétiques. Etude prosopographique », *Le Mouvement Social*, 239, 2012.

10. L'analyse de la relation d'enquête confirme qu'il ne s'agit pas d'une simple reconstruction rétrospective.

11. « Texte des camarades regroupés sur la base de leur élimination du CLP », Genève, 6 mai 1975, p. 10-12, Bibliothèque de Genève (BGE), Fonds gauche genevoise, 1999/31, c. 3.

adresse à l'organisation pour se défendre et demander la levée des sanctions prises à son égard, avant d'être exclu et de rejoindre les partants. Mis en cause, il répond à la première personne, pour se justifier, sur le mode de l'autocritique, tout en qualifiant à plusieurs reprises de « graves » les comportements et propos de ses accusateurs. Il évoque avec moult détails sa situation financière difficile justifiant son retard de cotisation, un des multiples reproches qui lui sont adressés, ou, blessé, répond à l'accusation de laisser fuiter des textes internes vers une organisation concurrente, via une relation affective :

« Il est vrai que j'ai des relations particulières avec une militante de l'OLC. Contrairement à ce qui est affirmé (...), j'ai été amené à fournir à l'organisation des sécurités quant à cette relation. Tout le monde sait que je me suis acheté une armoire qui ferme à clef. »¹²

Dans un baroud d'honneur, le militant tente sans succès de faire reconnaître sa bonne foi comme ses droits, en donnant des gages de discipline, lui qui dit appliquer « toujours les décisions de la majorité ».

Quatre décennies plus tard, un des partants de 1975 digère toujours mal le traitement qui leur a été réservé. Il ressent encore comme méprisante le qualificatif de « berlingots » collé aux partants du fait que l'un d'entre eux a été arrêté par la police pour avoir dérobé des berlingots de lait :

« Moi j'étais furieux, parce que je trouvais pas ça [le vol] très malin. Et puis c'était même contre nos... Tu vois, de porter flanc à l'action de la police, enfin... Mais ça traduit une certaine pauvreté économique. Parce que c'était pas... C'était pour les boire ces berlingots. Et tout de suite dans le CLP, A.G. et D.M. [le duo dirigeant], ils parlaient de nous plus que comme "les berlingots" »¹³.

Dans son récit, Adrien place spontanément en premier cette désignation vécue comme méprisante, interpelle l'enquêteur pour confirmation (« expression que moi je trouve, mais ultra-choquante, non ? »), avant même d'explicitier le contenu politique qui les opposait à la direction, qu'une consigne de l'enquêteur doit lui faire préciser. Appelé à se remémorer sa perception de l'époque, il confirme un sentiment négatif (« dégueulasse ») et mobilise le témoignage d'une figure historique du CLP, pourtant à la direction, ayant lui aussi souffert des coups du duo dirigeant :

« Non j'avais trouvé que c'était assez dégueulasse, quoi ! J'en avais parlé en tête à tête avec C.B., puis il m'avait dit que lui aussi, des fois il... Des maux de ventre tellement [tape du poing sur la table] ... »

12. « Texte de réponse de Rémi P », SD début 1975, p. 6, Archives contestataires (AC), Genève, 018_CB_440. Contrairement à d'autres groupes d'extrême gauche de l'époque, le CLP n'avait pas pour habitude d'intervenir dans la vie privée des militants.

13. Entretien avec Adrien, 13 juin 2016.

Des indices d'émotions négatives se retrouvent également dans le texte des partants de 1977¹⁴, exprimées néanmoins sur un registre moins personnalisé, et donc sur un mode émotionnellement plus modéré¹⁵. Ces traces se lisent dans la terminologie elle aussi chargée, échappant au registre marxiste-léniniste en vigueur au CLP, pour désigner la direction et ses pratiques (« insultes », « mensonge », « chantage », « coups de force », « méthode "putschiste" », « grand chef », « président du BP et ses subordonnés », « absolutisme », etc.), ou pour décrire ce qui est attendu des militants (« discipline aveugle », « suivisme », etc.) ou encore mal vécu par eux (« peur d'être matraqué politiquement »). L'histoire du CLP, marquée pour partie par l'anti-autoritarisme de 1968, nous incite à penser que ces éléments lexicaux ne sauraient se réduire à la simple mobilisation instrumentale d'une rhétorique convenue en milieu communiste : ils nous informent sur les émotions négatives ressenties par ces militants.

Les textes post-scission produits dans le cadre du Collectif politique parlent aussi, en creux, de ce que les partants fuient, et indirectement des émotions négatives engendrées dans les conflits. Il est ainsi frappant de voir à côté du lexique marxiste-léniniste encore présent (« conscience des masses », « matérialisme dialectique », etc.), l'apparition d'un autre vocabulaire, d'un appel à la nouveauté (« nouvelle gauche »), d'un besoin d'« intégrer la problématique personnelle » et « la problématique quotidienne », ou encore une aspiration à l'horizontalité (« Il n'y a pas de bureau politique. Les responsabilités sont assumées à tour de rôle par chacun »¹⁶), de dépasser les « explications toutes faites des chefs autoproclamés »¹⁷, aux antipodes du fonctionnement du CLP.

Que ces énoncés soient pour partie empruntés à un discours horizontal et autogestionnaire présent dans le champ politique radical, le fait de le faire sien, pour des militants « m-l », en dit long sur leur vécu au CLP. Il est coûteux politiquement et émotionnellement de les mobiliser, car cela engage une redéfinition de son identité militante. Cette mobilisation ne saurait donc se réduire à un usage rhétorique. Les entretiens viennent conforter cette interprétation.

Si, dans les souvenirs de la première scission, l'émotion se donne à voir sur un mode personnalisé, où le sentiment individuel organise le récit, les souvenirs des partants de 1977 s'expriment dans un registre émotionnel moins intense. C'est en effet une appréciation globale du CLP qui est livrée, avant le sentiment d'avoir été maltraité à titre personnel. Une partante de 1977 juge encore

14. Collectif de militants, de démissionnaires et sympathisants du CLP, *Nager à contre courant. Ou de la situation concrète du CLP*, mars 1977, AC, 018_CB_495.

15. Se référer à son expérience personnelle transgresse les normes d'expression des débats et désaccords à l'extrême gauche mais est aussi un indice d'une plus grande difficulté à monter en généralité. Or monter en généralité permet de mettre à distance les émotions, en refroidissant l'expérience immédiate.

16. Collectif politique, « PV de l'AG du 4 décembre 1977 », *Bulletin*, 1, décembre 1977, p. 4-5, AC, 018_CB_495.

17. *Ibid.*, p. 6-7.

aujourd'hui très négativement (« affreux ») le fonctionnement du CLP, en mentionnant du reste la question féministe qui occupe pourtant une modeste place dans le texte de l'époque :

« C'était très hiérarchisé donc ! Je ne sais pas si vous savez. C'était affreux. C'était ce qu'ils appelaient le centralisme démocratique, ce n'était absolument pas démocratique donc. Et donc, il y avait les gens qui étaient à la direction et puis, il y avait les différentes cellules. Et je pense qu'il y avait toujours quelqu'un de la direction dans les différentes cellules. (...) Parce qu'à un moment donné, j'ai aussi fait des choses autour des femmes. J'ai participé à un groupe femmes. Et là, on a eu des conflits énormes avec la direction en fait. Parce qu'ils étaient, ils voulaient mettre leur nez dans tout, ils n'étaient jamais d'accord. Donc il y avait aussi les rapports hommes-femmes qui intervenaient. Mais j'ai l'impression que c'était plus tard, vers la fin, vers le moment où on sort. »¹⁸

Ses souvenirs sur la suite de son engagement dans le cadre du Collectif politique sont flous, mais dominent néanmoins les traces profondes laissées par l'expérience CLP qui rendent impossible désormais à ses yeux l'idée même d'un engagement partisan, même si elle n'a cessé de militer dans des associations jusqu'à ce jour :

« Peut-être que c'était [le Collectif politique] l'idée de recréer une autre organisation ou au moins un mouvement. Qui finalement n'a pas abouti. Parce que nous, finalement, on n'était plus dans aucune organisation. Je dis nous, moi, mon mari [un des animateurs du groupe qui rédigea NACC]. Parce qu'après on n'est plus jamais rentré dans un parti politique. Juste pour dire que peut-être c'est une des conséquences. »

Finalement, la différence dans les souvenirs (récit personnalisé *versus* récit porté sur la généralité) indique une différence de degré dans la manifestation de l'émotion négative présente lors des scissions, au même titre que les textes de l'époque semblent l'indiquer. Tout se passe comme si celle de 1975 avait été finalement plus mal vécue par les partants que celle de 1977.

2. DES SCISSIONS AUX PROPRIÉTÉS DIFFÉRENTES

On ne saisit rien des émotions négatives produites dans le cadre de scissions et de leurs variations si l'on fait abstraction des divergences politiques entre les protagonistes, du déroulement même de la crise et des propriétés de l'organisation dans laquelle elle s'inscrit.

2.1 Divergences politiques : scission sur le dogme versus scission sur la pratique

Les luttes internes à une institution renvoient à de communs principes qui font débat entre membres. Un désaccord peut surgir sur la manière dont « les

18. Entretien avec Nicole, 21 janvier 2016.

principes instituants » sont mis en oeuvre par des « normes », comme sur l'interprétation même de ces principes. On peut ainsi vouloir « [rompre] avec l'institué pour restaurer l'instituant »¹⁹ c'est-à-dire revoir les normes en vigueur pour être fidèle aux principes. Mais il arrive aussi que les principes instituants fassent eux-mêmes l'objet de plusieurs interprétations. Dans notre cas, les membres du CLP partagent des principes qu'ils désignent comme « marxistes-léninistes ». Les discussions sur l'interprétation même de ces derniers ou des pratiques des uns et des autres concernent surtout le rôle d'« avant-garde » de l'organisation dans ses activités « de masse » (syndicats, groupes autonomes de travailleurs dits « groupes de base », mouvements sociaux ou comités de luttes divers), et le fonctionnement organisationnel interne. En situation de désaccord, chaque camp fait usage des principes communs pour désigner l'autre comme déviant, « révisionniste », « déviationniste de droite », ou parfois « gauchiste ».

Érigée en référent, une formule de Mao Tsé-Toung, « partir des masses pour retourner aux masses »²⁰, sera enjeu de lutte lors des scissions. Celle du printemps 1975 déplore « la référence formelle » à ce principe, « sans explicitation ni proposition d'étude de ce qu'il signifie, celui-ci étant joué contre tout autre principe ou autre acquis du marxisme-léninisme »²¹. Le groupe minoritaire indique ainsi l'usage peu défini du principe, mais surtout entend donner une leçon de marxisme-léninisme à la majorité en contestant sa lecture sélective. Les scissionnistes de 1977 prennent aussi appui sur ce référent commun : « Au CLP nous n'avons fait que partir des masses pour trouver la justification de notre ligne politique, parachutée dans la majorité des cas. Quand il fallait retourner aux masses, c'était pour "contrôler" ou faire la "démarcation" pour se préserver une marge de manœuvre. »²². Multipliant les exemples concrets, ils accusent le Bureau politique du CLP de « méprise[r] les masses »²³, en imposant régulièrement aux cellules le contenu d'un tract à distribuer, au mépris de la réalité du secteur d'intervention, ce qui conduit finalement le CLP à se trouver « de plus en plus coupé des masses »²⁴. Ils montent en généralité pour diagnostiquer le décalage pratique du CLP par rapport à ce précepte de Mao Tsé-Toung :

« Il ne suffit pas de se targuer de proclamations de Mao dans *Le Militant* no 30, il fallait les appliquer. Si ces principes et ces références auraient [sic] été des guides pour l'action politique du CLP, celui-ci n'en serait pas où il en est actuellement : de plus en plus coupé des masses. »²⁵

19. Raison du Cleuziou Y., « Des fidélités paradoxales... », *op. cit.*, p. 289.

20. Un texte fondateur du groupe proclame : « Entre l'avant-garde et les masses s'établit alors un rapport, une correspondance de développement, dont l'un est toujours le produit et la condition de l'autre. C'est cela que signifie : partir des masses pour revenir aux masses. » CLP, *Grève des métallos à Genève : avant-garde et ligne de masse*, octobre 1971, p. 30, AC, 018_CB_420.

21. « Texte des camarades... », *op. cit.*, p. 6.

22. *Nager à contre courant... op. cit.*, p. 9.

23. *Ibid.*, p. 11.

24. *Ibid.*, p. 10.

25. *Ibid.*, p. 10.

L'accusation est évidemment retournée par les fidèles au CLP qui prêtent aux partants non seulement « la volonté de liquider l'organisation politique » mais aussi l'autonomie de classe, au sein même des « organes de base », pour aboutir à renforcer « le réformisme et la Paix du travail »²⁶.

Quant à son mode de fonctionnement, le CLP doit sinon pratiquer le « centralisme démocratique », du moins en proclamer le principe organisationnel, comme réalité ou comme horizon à atteindre²⁷. Les deux groupes scissionnistes vont diagnostiquer l'absence dans les faits de structures intermédiaires entre l'assemblée générale et la direction, permettant la discussion interne, jugées nécessaires à la mise en œuvre du centralisme démocratique. Sur cette base, ils concluent au fonctionnement autoritaire et non démocratique du CLP²⁸. Le texte de départ des partants de 1975 multiplie les références à Mao Tsé-Toung pour critiquer le traitement antidémocratique qui leur est réservé en tant que minorité incarnant une ligne à « liquider ». Il est reproché aux dirigeants de mal connaître ce mode d'organisation propre aux marxistes-léninistes. Il critique la toute-puissance d'une direction politique dont les orientations varient au gré des humeurs de ses membres influents, à l'attitude qualifiée d'« anarchisme de grand seigneur »²⁹. Le texte de 1977 se réfère quant à lui à ce mode d'organisation de façon différente : c'est à nouveau sur la base d'exemples concrets, au nom du centralisme démocratique, qu'il diagnostique l'absence de moments de débat impliquant toute l'organisation, au détriment d'une « individualisation des lignes politiques » et des « textes stratégiques », produits sur les « conditions des leaders » en raison d'une « monopolisation du "savoir" dans la tête de quelques chefs »³⁰. Le « centralisme bureaucratique, autoritaire et anti-démocratique »³¹ de l'organisation est par exemple contesté s'agissant de « la commission femme où l'autoritarisme du BP [*Bureau politique*] reflétait son refus d'aborder le problème de l'autonomie des femmes dans l'élaboration d'une ligne politique féministe »³². La rhétorique de ces deux textes s'inscrit pleinement dans le registre attendu du débat politique et organisationnel. La brochure de 1977 insiste tout particulièrement sur le parachutage par la direction de sa ligne aux différentes cellules et organes de masse. Le texte de 1975 préfère citer Mao pour dénoncer l'écart du CLP aux principes marxistes-léninistes du dirigeant chinois³³, et

26. D.M., « Opportunisme droitier dans le groupe de base : 3 cas dans le GTTB [*Groupe des travailleurs techniques du bâtiment*] », 24 mars – 14 avril 1977, AC, 018_CB_440.

27. « Résolution adoptée par l'assemblée générale du Centre de liaison politique du 20 décembre 1974 », BGE, 1999/31, c. 2.

28. Les récits d'anciens militants convergent pour désigner le pouvoir de la direction bicéphale de A. G. et D. M., qui s'entourait d'autres dirigeants, au gré des rapports de force dans l'organisation.

29. « Texte des camarades... », *op. cit.*, p. 2.

30. *Nager à contre courant... op. cit.*, p. 8.

31. *Ibid.*, p. 18.

32. *Ibid.*, p. 13.

33. « La DP a violé le fait que "toute question d'ordre idéologique ne peut être résolue par des méthodes de coercition et de répression" (Mao : de la juste sol. des contradictions...). »,

conclut sur un mode déclaratif à l'impératif pour les sortants de « travailler à [leur] réelle intégration à la classe ouvrière »³⁴.

En 1975, nous sommes donc face à une scission dont le contenu idéologique porte principalement sur l'interprétation des textes théoriques marxistes-léninistes : nous pourrions la qualifier de « scission sur le dogme ». Le contenu de celle de 1977 concerne avant tout la mise en pratique par l'institution du dogme (ligne de masse, centralisme démocratique), soit plutôt une « scission sur la pratique ». Or Sani constate la survenue d'émotions différentes selon le sens mis dans l'*exit*, qu'il soit individuel ou collectif. Il explique que les membres des « fractions conservatrices », qui jugent que l'identité du groupe a été subvertie, éprouvent tendanciellement des émotions négatives comme le découragement, la déception, la tristesse et l'abattement, des sentiments proches du deuil, alors que les « fractions radicales », qui considèrent que le groupe est bloqué dans le développement naturel de son identité, sont plutôt marquées par de l'agitation, de l'appréhension ou du malaise³⁵. Dans le premier cas, les émotions négatives ressenties sont donc plus importantes. L'ampleur différente des sentiments négatifs ressentis est ainsi également due à la différence de contenu politique des deux scissions : les sentiments négatifs sont plus importants en cas de « scission sur le dogme ».

2.2 Le déroulement des scissions : subi ou assumé

Mis à part le fait que personne ne souhaite endosser la responsabilité de la séparation, une différence notable existe dans le déroulement des scissions : la première est subie par les partants et résulte d'un enchaînement de coups échangés, et la seconde est plus décidée et relativement assumée par les sortants, suscitant en comparaison des émotions négatives de moindre ampleur.

Le titre du texte des partants de 1975 est explicite : « Texte de camarades regroupés sur la base de leur *élimination* du CLP ». Dans les souvenirs d'un des partants, c'est très clairement la direction du CLP, et notamment ses deux leaders historiques, qui « (les) foutent dehors » : « ils nous ont licenciés, collectivement, là. Un groupe de huit (...) Ils ont dit "il y a une ligne 1, une ligne 2, bon... La ligne 2 est exclue" »³⁶. De même, lors de la scission de 1977, il est prêt à la direction du CLP une « volonté d'instaurer un rapport fractionnel et scissionniste au sein de l'organisation »³⁷, alors que le journal de l'organisation qualifie de « scissionnistes » les partants, ou les

in « Texte des camarades... », *op. cit.*, p. 11.

34. *Ibid.*, p. 13.

35. Sani F., « When Subgroups Secede... », art. cit., p. 1082-1083.

36. Entretien avec Adrien, 13 juin 2016. Le sens réel des événements n'est pas clair encore aujourd'hui chez un ancien membre de la direction, hésitant entre ceux qui « sont sortis » et ceux qui « ont été exclus » (entretien avec E.D., 5 mars 2015).

37. *Nager à contre courant... op. cit.*, p. 20.

désigne comme « collectif sorti du CLP »³⁸. La qualification de « scission » ou d'« exclusion » est donc bien dans les deux cas un enjeu de lutte³⁹. Pareil refus d'endosser la scission doit être rapporté à la tradition communiste, et à la manière dont elle juge négativement la responsabilité de celle-ci et ses conséquences⁴⁰. Mais il est aussi l'indice d'un positionnement en tant que victime, susceptible d'être vécu sur un mode émotionnel. Pourtant ces émotions négatives sont plus présentes en 1975, ce que l'analyse du déroulement des scissions contribue à expliquer.

Tout d'abord, le récit de la crise dans les textes varie passablement. Celui de 1975 décrit une scission-processus et de surcroît subie, alors que celle de 1977 se présente plus comme un « événement »⁴¹, comme le résultat d'une décision plus maîtrisée et assumée par les sortants. En 1975, le texte des « éliminés » se réfère ainsi à un enchaînement d'événements successifs, allant d'une démission qualifiée de « putsch »⁴² d'un des deux leaders historiques de l'organisation pour mieux revenir peu après, de cooptation dans cette même direction d'un opposant pour le neutraliser, de l'exclusion tonitruante en assemblée générale, pour « révisionnisme », d'un militant historique du CLP, puis de la suspension et l'exclusion du « camarade R. », du refus qui leur est signifié d'exister comme minoritaires tout en appliquant la ligne majoritaire, ensemble d'événements conduisant au dernier coup joué, le départ contraint à la suite d'un diktat : « En conséquence nous avons démissionné en refusant d'accepter les conditions de notre maintien dans l'organisation posées par la DP [*Direction politique*] : l'acceptation de cette expulsion du camarade R. »⁴³. Par contraste, le texte de 1977 ne prend pas la forme d'un récit événementiel racontant la marginalisation progressive des partants, mais expose longuement les désaccords sur le fonctionnement, à l'aide de multiples exemples. Seule la dernière séquence de la crise est décrite, celle qui voit leur « tendance » reconnaître comme instance légitime du CLP uniquement l'assemblée générale, et demander la tenue d'une assemblée

38. « Position du CLP », *Le Militant*, 41, 1978, p. 9.

39. Raison du Cleuziou a bien montré l'ambiguïté qui peut régner dans une institution entre défection et prise de parole, relevant que « la définition des critères d'appartenance est un enjeu de lutte ». Voir Raison du Cleuziou Y., « Des fidélités paradoxales... », *op. cit.*, p. 269.

40. Dans un autre contexte, Annie Kriegel a souligné que se présenter comme quittant l'organisation, même en cas de désaccord, passait pour illégitime pour les bolcheviks, en raison de l'importance des valeurs de discipline et de fidélité au Parti : (Voir Kriegel A., *Aux origines du communisme français*, Paris, Flammarion, 1969, p. 431). Autant que la crainte de diviser les forces révolutionnaires, faibles et éclatées en Suisse, c'est bien cette non-légitimité que rappelle le texte de 1977 : « Toute scission, éclatement, divisions profite (sic) à l'ennemi principal c'est vrai » (*Nager à contre courant... op. cit.*, p. 18).

41. Sauger distingue deux types, les scissions « comme processus », c'est-à-dire comme le produit d'une suite de coups échangés et de décisions, et les scissions « comme événement », c'est-à-dire résultant d'un choix unique. Voir Sauger N., *Les scissions de l'UDF (1994-1999). Unité et dissociation des partis, mécanismes de transformation de l'offre partisane*, Thèse de doctorat de science politique, Gérard Grunberg (dir.), IEP de Paris, 2003, p. 77-79.

42. « Texte des camarades... », *op. cit.*, p. 2.

43. *Ibid.*, p. 12.

extraordinaire pour trancher entre les lignes en présence, avec l'espoir de l'emporter⁴⁴. Cela est refusé par la direction qui, face à cette demande, s'empresse de changer « les serrures des locaux »⁴⁵, actant de fait la sortie des dissidents.

2.3 Une organisation qui se rigidifie

Ces événements interviennent dans une institution, le CLP, qui se transforme durant la période. Les scissions ont lieu à deux moments très rapprochés dans le temps et néanmoins fort différents, avec des effets tant sur leur contenu et déroulement, que sur les émotions qui les accompagnent. Fin 1974, quand démarre le premier conflit, l'organisation reste encore marquée par le contexte « anti-autoritaire » de 1968, même si une part significative de ses cadres sont passés par la matrice communiste du PdT. Le CLP a en effet jusque-là autorisé l'expérimentation de plusieurs « lignes de masse » avant d'en établir le bilan, mode de fonctionnement revendiqué sous l'intitulé « centralisme politique »⁴⁶. Fin 1974-début 1975, l'organisation entame une mue organisationnelle, décrète le centralisme politique obsolète et commence à se revendiquer du centralisme démocratique. L'existence de tendances se limitant même au stade de la discussion semble dorénavant difficilement acceptée. La direction du CLP assume les sanctions contre le « camarade R. » et le fait savoir à toute l'organisation : « interdiction est faite à ce militant de participer à des réunions informelles de la ligne minoritaire. Le développement par lui de cette ligne est impérativement limité aux stricts moments organisationnels, avant tout la cellule »⁴⁷. Ce dernier s'insurge : « interdire aux militants de l'organisation maintenant le droit de parler entre eux me paraît très grave »⁴⁸. Il est désormais plus compliqué pour des courants minoritaires de se développer et de mener un débat dans l'organisation. Peu après, ce changement des possibles institutionnels est formalisé : le « droit de tendance » est décrété incompatible avec le marxisme-léninisme, et suspecté de conduire à des « formes fractionnelles : retransmissions à l'extérieur de l'organisation d'éléments internes, pratiques de masse sur la ligne minoritaire de l'organisation, etc. »⁴⁹. Quand advient la crise de 1977, l'organisation a achevé sa rigidification, la direction politique s'est encore renforcée et prétend désormais imposer l'unique ligne à suivre. Au moment de la première scission, les militants peuvent ainsi encore penser que le CLP est une institution autorisant l'expression de désaccords. La désillusion est donc particulièrement grande de constater l'impossibilité de rester « en travaill(ant) sur

44. Et dans l'espoir de déboulonner un des deux dirigeants historiques de l'organisation, selon le souvenir de Pierre (Entretien, 18 mars 2016).

45. *Nager à contre courant...* *op. cit.*, p. 18-20.

46. CLP, *Grève des métallos à Genève...*, *op. cit.*, p. 37.

47. Direction du CLP, « Communication no 1 », 20 janvier 1975, p. 2, BGE, 1999/31, c. 5.

48. « Texte de réponse de Rémi P. », sd., postérieure à Communication no 1, p. 7, AC, 018_CB_440.

49. Direction, « Rapport sur la situation de l'organisation », *Bulletin intérieur*, 6, juin 1975, AC, 018_CB_440.

la ligne majoritaire » et « en réservant (son) opinion à son sujet »⁵⁰, comme minoritaires. En 1977, suite aux nombreuses exclusions et démissions qu'ils mentionnent dans leur texte, les sortants sont sans illusions sur les possibilités de tenir une position minoritaire en son sein. Or Sani a montré que la possibilité perçue de dire son désaccord dans une institution diminuait les intentions scissionnistes⁵¹. On peut penser que les émotions négatives suscitées par l'obligation de sortir de l'organisation lorsque l'on pense qu'elle tolère les désaccords sont plus marquées que lorsque l'on estime que ce n'est pas le cas : dans cette dernière situation, la scission s'avère moins coûteuse, et donc provoque des émotions négatives moins importantes.

Les transformations de l'organisation se répercutent également sur les processus menant à la séparation. Fin 1974, l'institution CLP entre en crise, alors que jusque-là, elle parvenait sous la houlette de ses deux dirigeants historiques à maîtriser ses tensions. En 1977, au contraire, la crise interne est déjà installée depuis près de trois ans. Dans pareille situation, un « effacement des normes collectives »⁵² advient. Les normes régissant l'organisation interne du CLP (le pluralisme relatif du centralisme politique initial, abandonné) et celles régissant son intervention externe (la tendance à se désintéresser de la sphère institutionnelle de la démocratie semi-directe propre à cette organisation extra-parlementaire, remise en cause⁵³) semblent finalement moins définies. En 1977, les partants sont donc plus susceptibles de « se prévaloir de détenir la vérité »⁵⁴ originelle du CLP que ce n'était le cas en 1975. Par ailleurs, démissions, exclusions et suspensions se sont succédé durant ces deux années, tout comme se sont accumulés des tensions, des doutes et des déceptions : les sortants recensent 25 démissions et 10 suspensions en quelques mois, et signalent que le CLP perd de l'influence : la pratique d'un dirigeant historique du CLP aurait fait partir « 10 à 15 militants ouvriers » du groupe de base de la métallurgie⁵⁵. Les partants de 1977 sont ainsi plus susceptibles que ceux de 1975, qui n'avaient pas encore vécu pareille expérience, d'envisager frontalement et directement la rupture. Finalement, celle de 1977 étant plus décidée et assumée que celle de 1975, plus subie et vécue de manière « victimaire »⁵⁶, elle suscitera de ce fait des affects négatifs de moindre ampleur.

50. « Texte des camarades... », *op. cit.*, p. 12.

51. Sani F., « When Subgroups Secede... », art. cit., p. 1078.

52. Raison du Cleuziou Y., « Des fidélités paradoxales... », *op. cit.*, p. 276.

53. La direction impose à l'organisation de mener campagne pour l'initiative populaire fédérale de la social-démocratie sur « la participation » dans les entreprises, en mars 1976 (*Nager à contre courant... op. cit.*, p. 8 et 11), avec un mot d'ordre « gauchiste » spécifique : « Travailleurs, le 21 mars : oui à l'initiative, non au contre-projet. Comité pour l'initiative et contre la Paix du travail » (AC, 018_CB_430).

54. Raison du Cleuziou Y., « Des fidélités paradoxales... », *op. cit.*, p. 276.

55. *Nager à contre courant... op. cit.*, p. 8 et 10.

56. Leclercq C., *Histoires d'ex ». Une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français*, Thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques de Paris, 2008.

Ainsi, les propriétés des scissions qui renvoient aux spécificités de l'institution, au déroulement des scissions, et au contenu politique de ces dernières, permettent d'expliquer en partie la différence d'émotions ressenties entre la scission de 1975 et celle de 1977. Mais il faut aussi considérer les propriétés des acteurs qui font scission, à rapporter aux caractéristiques de l'espace militant, pour comprendre pleinement la différence émotionnelle entre les deux scissions.

3. DES ACTEURS DIFFÉRENTS DANS UN ESPACE MILITANT QUI SE TRANSFORME

Pour saisir les différences d'émotions ressenties au moment d'une scission, on doit prendre en compte non seulement le moment de la scission, mais aussi la manière dont les scissionnistes peuvent se projeter dans un futur s'inscrivant en dehors de l'organisation⁵⁷. Or cela dépend à la fois de leurs propriétés et de celles du contexte politique au moment de la scission, et particulièrement des caractéristiques de l'espace militant où ils sont susceptibles de s'investir.

3.1 Un contexte et un espace militant changeants

L'état de l'espace militant pèse sur le vécu émotionnel des deux scissions. Au début 1975, le CLP représente la plus grosse organisation d'extrême gauche de la ville, celle aussi qui peut s'enorgueillir de la présence de militants ouvriers en son sein. Les alternatives militantes possibles pour poursuivre un engagement marxiste-léniniste, en cas de départ, sont bien moins séduisantes, les structures étant soit beaucoup plus petites, soit maoïstes pro-chinoises et trop orthodoxes, soit inenvisageables (les frères ennemis trotskistes). Quitter le CLP à ce moment-là est dès lors coûteux. En 1977, par contre, le CLP est nettement en recul. D'une part il est désormais concurrencé en matière de stratégie syndicale par la création du Groupe d'action syndicale (GAS)⁵⁸, à l'initiative principale de l'organisation RplC, autre force centrale à côté du CLP de l'ex-Conférence de Berne (CB) qui éclatera en 1976. Celle-là semble au même moment parvenir à regrouper diverses organisations marxistes-léninistes au niveau suisse, isolant le CLP d'une dynamique nationale (« notre marginalisation »⁵⁹) qu'il avait pourtant impulsée. D'autre part, la seconde scission intervient dans un contexte général de

57. Même si cette projection ne se présente pas toujours de manière consciente, mais plutôt de façon scotomisée, comme les rétributions, ainsi que l'avance Daniel Gaxie. Voir Gaxie D., « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, 11, 2005.

58. Le GAS est créé en 1976 par des militants d'extrême gauche (RplC, OLC) pour regrouper de manière permanente, sur des positions syndicales de lutte de classe, des travailleurs provenant de différents secteurs.

59. *Nager à contre courant... op. cit.*, p. 16.

reflux des organisations d'extrême gauche. Or les scissions sont plus susceptibles de survenir lorsque les organisations sont « stagnantes ou en échec »⁶⁰ : dans pareille situation, l'organisation doit plus fortement reposer sur des rétributions provenant de la sociabilité militante (plutôt que sur des incitations dérivées de succès externes), et dans le cas d'organisations hétérogènes au niveau sociodémographique, ces rétributions sont recherchées au sein d'un sous-groupe homogène, augmentant la probabilité de factions ou de scissions. On peut penser que cet effet de contexte se manifeste par une scission contrainte lorsque l'organisation est à son apogée dans le champ militant, début 1975, et donc accompagnée d'émotions négatives de plus grande ampleur, et qu'elle soit au contraire plus décidée et assumée lorsque cette position est fragilisée, comme en 1977.

Les transformations de l'espace militant entre 1975 et 1977 pèsent donc bien sur l'ampleur des émotions négatives entourant les deux scissions. En 1977, à Genève, et plus généralement en Suisse et dans le monde, les scissions sont plus courantes : c'est un des symptômes de la « crise du gauchisme » de cette époque. Début 1975, les scissions sont moins banales, donc plus coûteuses et plus mal vécues.

3.2 Mais qui sont leurs acteurs ?

La prise en compte des propriétés sociales et politiques des acteurs engagés dans ces crises offre une des clés de lecture des émotions négatives afférentes aux scissions.

En 1975, les scissionnistes proviennent d'une génération de militants entrés dans l'organisation au début des années 1970, alors qu'ils ont moins de vingt ans, font des études ou vivent de « petits boulots », et sont en situation de précarité économique, en dépit d'origines sociales variées. Entrés en politique via les luttes contre-culturelles pour un Centre autonome et/ou par « École et lutte de classe », une structure de base créée par le CLP intervenant dans les lycées, celui-ci constitue leur premier engagement partisan, et ils n'ont pas encore accumulé beaucoup de connaissances idéologiques ni de savoir-faire militants. Cette propriété générationnelle des acteurs de la scission de 1975 imprègne les souvenirs rétrospectifs. Un membre de la direction d'alors évoque le départ de « toute une équipe de collégiens »⁶¹, et un des partants admet quant à lui que face au « duo de tête » du CLP, « nous on faisait pas le poids (...) On était tout jeunes quoi... ».

Leur désaccord idéologique, portant sur l'interprétation du marxisme-léninisme, est dès lors audacieux : ils s'opposent à une direction dont les membres ont de 32 à 44 ans, sont mieux formés politiquement et ont un passé militant précédant 68, à une exception près au sein du PdT, incluant pour deux d'entre

60. Zald M.N., Ash R., « Social Movement Organizations : Growth, Decay and Change », *Social Forces*, 44, 1966, p. 337.

61. Entretien avec E. D., 5 mars 2015.

eux des mandats électifs sous cette étiquette. Tout se passe comme si ces jeunes militants marquaient leur différence dans la proclamation de cohérence doctrinaire, en se tournant du côté d'un maoïsme affirmé. Leur trajectoire ultérieure le confirmera, puisqu'ils créeront peu après, appuyés par des militants provenant de Lausanne, la section genevoise de RplC, une organisation passée d'un « maoïsme-spontanéiste », au début des années 1970, à une orientation pro-chinoise de plus en plus orthodoxe.

Lors de la crise, ils ne sont pas fortement dotés en capitaux militants⁶² qui pourraient les aider à vivre la sortie de manière voulue et assumée, et leur permettent d'envisager sereinement la construction d'une nouvelle organisation⁶³. Même si un départ collectif « permet d'abaisser le coût de sortie de l'organisation », puisque « la perspective de continuer à faire de la politique, permet de se projeter dans l'avenir et de minimiser ce qu'il y a à perdre »⁶⁴, leurs ressources politiques limitées comparativement à des militants plus aguerris les inclinent à n'envisager la scission qu'en dernier recours, comme subie, au terme d'un processus ayant mené à leur marginalisation dans l'organisation.

La scission est d'autant plus mal vécue qu'ils entendent prolonger un investissement militant total, poursuivre l'engagement politique auquel ils viennent de goûter. Comme jeunes militants sans expérience préalable, ils doivent beaucoup au CLP qui les a fait « accéder à l'état de personne »⁶⁵, leur a fait une place dans l'organisation, où par ailleurs « il y avait des tas de gens très sympathiques, des fêtes improvisées ou non ». En pareille situation s'impose le sentiment d'avoir été instrumentalisés : « courtisés » en raison de leur activisme au lycée, puis investis corps et âme dans l'organisation, y inclus dans des pratiques illégales, avant de se sentir méprisés (la désignation de « berlingots » « pour stigmatiser ce petit groupe, et le ridiculiser ») puis écartés. Sollicité sur la perception qu'il avait à l'époque, un partant de 1975 se remémore :

« Ils nous ont courtisés, un peu monté la tête probablement. Ça veut dire, c'est un peu manipulateur, dans le sens où ils nous ont tout de suite donné des responsabilités, non ? Bon, à un niveau... Mais quand même mis en avant. Et puis c'était quand même une grande organisation. (...) Moi je pense que je l'ai mal vécu, ouais... Parce qu'on avait investi énormément, tu vois en termes d'heures de travail. Je sais pas combien... Parce que c'était sûrement colossal... Parce toutes nos heures de libre, on passait, pour le CLP, dans le local, faire marcher la ronéo... Aussi produire *Le Militant*, je me souviens d'avoir fait la maquette. »⁶⁶

62. Matonti F., Poupeau F., « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004.

63. L'option RplC n'est confirmée qu'après leur sortie. Entretien avec Adrien, 13 juin 2016.

64. Verrier B., « Chronique d'une rupture : de Socialisme et République au Mouvement des Citoyens », *Politix*, 45, 1999, p. 112.

65. Berlivet L., Sawicki F., « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre », *Politix*, 7, 1994, p. 134.

66. Entretien avec Adrien, 13 juin 2016.

Au moment de la crise ils sont en situation d'indétermination sociale et professionnelle : soit encore en formation, soit en rupture scolaire depuis quelque temps, mais vivant chichement de « petits boulots » pour mieux investir l'activité militante. Certains ressentiront une forme de mépris de classe de la part du « duo de tête » qui les écarte sans tenir compte du fait que leur occasionnel recours aux menus larcins relève d'« une certaine pauvreté économique ». Cette perception donne à penser à un marxisme pratiqué de manière quelque peu « aristocratique »⁶⁷ par les deux leaders du CLP, tous deux professeurs, dont l'un d'origine bourgeoise est particulièrement critiqué pour ses textes politiques abscons et peu accessibles à la classe ouvrière.

De plus, l'engagement partisan de ces jeunes militants a pu constituer une bifurcation biographique⁶⁸ : deux d'entre eux avaient été exclus du Collège Voltaire (lycée) pour un mélange d'indiscipline scolaire et d'agitation politique, précipitant pour l'un la mise à la porte par ses parents.

« Parce qu'on était des jeunes, on aurait pu peut-être tourner délinquants finalement, parce que moi j'avais plus mon père [décédé en 1974]. Ma mère, elle avait pas d'autorité sur moi, elle pouvait pas... (...) Christian, il avait perdu son père quand il avait 17 ans, puis sa mère vivait même en Irlande donc il était seul chez sa grand-mère ici. Puis Jean-Christophe par exemple, ses parents l'avaient foutu dehors à la suite de l'affaire Voltaire, là. Donc on vivait de façon un peu marginale comme ça, petits jobs. »⁶⁹

La verbalisation rétrospective d'un déficit de repères familiaux et/ou paternels ne constitue pas en soi l'explication de l'émotion ressentie sur le moment, dont cette forte déception face à une institution pour qui ils ont énormément donné. Cependant, les autres significatifs, « le substitut de foyer familial »⁷⁰ qu'ils avaient trouvés un temps parmi les militants aguerris et plus âgés dirigeant le CLP deviennent ceux qui dorénavant les stigmatisent et les contraignent à la scission. Repoussés par l'école hors du système d'enseignement, cette expérience malheureuse est redoublée lorsqu'ils sont « éliminés » par les dirigeants du CLP en 1975, sans réelle opposition⁷¹.

Vu leur âge, ils ne sont pas encore en couple stable ni pris dans des projets familiaux. Non insérés pleinement dans le monde du travail, ils ne peuvent non plus compenser leur activisme politique en investissant la carrière professionnelle, ni intensifier un engagement syndical qu'ils n'ont alors pas entamé. Leur disponibilité biographique pour continuer un engagement d'extrême gauche est donc entière, au point que plusieurs d'entre eux

67. Merci à Catherine Leclercq pour la suggestion de cette interprétation.

68. Voegtl M., « Du Jeu dans le Je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et Politiques*, 51, 2004.

69. Entretien avec Adrien, 13 juin 2016.

70. Berlivet L., Sawicki F., « La foi dans l'engagement... », art. cit., p. 130.

71. La sortie du CLP signifie aussi pour Adrien la perte de liens de fraternité noués avec certains camarades : « C'était des gens joyeux. Et moi, ça m'a fait du bien parce que dans ma famille, l'ambiance était lourde. Et là, j'ai eu des gens pétillants de vie. ». Mais mêmes ces camarades ne contesteront pas le sort qui est fait aux partants.

s'établiront pendant plusieurs années en usine (« avec l'idée qu'on allait y rester toute notre vie », Adrien), sur les bases ouvriéristes de RplC, tout en découvrant le militantisme syndical, se sacrifiant totalement pour la cause, avant d'entamer des études supérieures dans les années 1980. Adrien vivra du reste comme une sorte de délivrance (« bonheur ») sa sortie en 1982 de l'établissement pour se lancer dans des études universitaires en histoire économique, auxquelles il accède sur dossier, malgré son absence de bac. Pareil choix sera mal perçu par ses camarades :

« J'étais un peu le déserteur, mais j'avais besoin quoi. Et après ça, ça a été des années de bonheur dans le sens où j'ai pu lire, étudier des tas de choses. »

Les scissionnistes de 1977 ont des propriétés sociales globalement différentes. À l'exception de quelques personnes du même âge que les partants de 1975 mais au trajet scolaire bien moins chaotique (elles fréquentent l'université sans encombre), la majorité de NACC est plus âgée, autour de la trentaine, voire plus de 40 ans pour un ouvrier typographe, militant historique du CLP provenant du PdT. Ainsi, la plupart des militants de cette scission sont déjà insérés professionnellement (enseignement, dessin dans la construction, imprimerie, travail social, médecine, etc.), vivent en couple (y inclus maritalement), ont déjà commencé ou projettent une carrière familiale.

Quant à leur carrière militante, une part significative d'entre eux sont passés par le militantisme catholique de gauche, à la JEC, à la paroisse de la Trinité connue pour ses prêtres de gauche, et/ou ont participé au groupe Chrétiens du mouvement⁷² qui sera un des viviers de l'extrême gauche genevoise. Ils ont acquis une formation théorique, par le biais d'un leader syndical brésilien maoïste réfugié en Suisse les initiant aux classiques du marxisme. Leurs ressources militantes pratiques sont aussi plus conséquentes, notamment dans la capacité à se mouvoir dans le monde ouvrier. Plusieurs d'entre eux, en raison de leur maîtrise de l'italien ou de l'espagnol, sont en lien étroit avec des travailleurs immigrés organisés dans les structures de l'immigration espagnole et italienne, à l'époque combatives dans le monde du travail⁷³. Et comme ils sont aussi engagés syndicalement sur leur lieu de travail (et/ou dans un groupe de base), avec pour certains des responsabilités et mandats dans les instances du syndicat du bâtiment ou de l'imprimerie, leur savoir-faire militant est avéré. On comprend dès lors la place accordée à « la question syndicale » dans leur texte de départ, et ils poursuivront pour la plupart un engagement syndical. Parmi les animateurs de cette scission, deux disposent d'un atout organisationnel incomparable à ceux de 1975, celui d'avoir été membre de la direction du CLP, pour l'un encore à la veille de son départ. Leurs ressources leur permettent

72. Descloux G., *Itinéraires de militants d'origine chrétienne dans les années 68 en Suisse romande. Configurations, biographies et parcours de vie*, Thèse de doctorat en science politique, IEP-CRAPUL Lausanne et Paris I, 2022 ; Frauenfelder C., « Chrétiens du mouvement (1969-1974) : Genève au coeur de la contestation chrétienne », in Clavien A. (dir.), *Helvetia et le goupillon : religion et politique en Suisse romande : XIX^e-XX^e siècles*, Lausanne, SHSR, 2012.

73. Entretien avec Nicole, 21 janvier 2016.

finalement plus facilement d'aller « à la rupture », comme le dit rétrospectivement l'un d'entre eux, puisqu'ils se sentent capables de construire une nouvelle organisation. La scission est alors plus facilement mise à distance du fait des possibilités de poursuivre ou reconvertir des appétences militantes en s'appuyant sur des capitaux militants déjà bien solidifiés.

Enfin, si la scission de 1977 semble susciter moins d'émotions négatives, c'est que ses protagonistes sont à un moment de leur trajectoire biographique où les investissements dans les différentes sphères de vie se redéfinissent et peuvent venir remplacer un surinvestissement politique. De fait, plusieurs d'entre eux vont après la scission changer d'employeur ou de profession, fonder des familles en ayant des enfants ou plus largement redéfinir leurs priorités. Le cas de Pierre, dessinateur architecte et un des rédacteurs principaux du texte NACC, est parlant. S'il participe pendant deux ans à l'animation de l'éphémère Collectif politique et poursuit son activisme syndical, la sortie du CLP, accompagné de sa compagne enseignante elle aussi militante de l'organisation, transforme les priorités pour le couple. L'investissement collectif sur l'éducation des enfants, via des pratiques pédagogiques alternatives, permet une certaine continuité militante :

« Et là, nos enfants [né en 1973 et 1979], Claudette, mon épouse enseignait dans l'unité coopérative de l'enseignement. Elle a repris dans le fond, en quittant le CLP vu qu'on était déchargé de tout ce cheni-là, donc elle, elle a repris un engagement dans l'enseignement plus fort. Elle a rejoint l'équipe de l'Union qui était la première équipe pédagogique Freinet à Genève. Et là on a investi à fond dans ce truc. Là on s'est retrouvés toute une série d'anciens militants dans lequel effectivement les enfants et l'école c'était devenu une priorité. »⁷⁴

Et sous l'angle professionnel, Pierre entame dès 1980 une formation qualifiante pour devenir architecte indépendant en 1984, et participer à la création d'un « collectif d'architectes » avec des collègues ayant eu aussi des engagements gauchistes durant les années 1970.

CONCLUSION

Nous avons choisi de comparer deux scissions générant des émotions négatives variables, survenues dans la même organisation marxiste-léniniste genevoise à des moments différents de son histoire institutionnelle, dans des contextes contrastés, et impliquant des acteurs aux propriétés sociales et politiques à chaque fois spécifiques. Au même titre qu'il est réducteur de penser les scissions exclusivement sous l'angle des divergences politiques, pourtant présentes, ou de les expliquer par l'épuisement des rétributions militantes des partants (pas vraiment constaté), il paraît peu probant de faire du « malheur militant » (pour nous des émotions négatives) le facteur à l'origine de la dynamique de

74. Entretien avec Pierre, 18 mars 2016.

crise. Plutôt qu'une des causes des scissions, ces émotions sont plutôt le produit de l'échange de coups conduisant à ces dernières.

La comparaison des scissions intervenues au CLP en 1975 et 1977 montre que les émotions négatives suscitées n'étaient pas de même ampleur dans les deux cas. Comprendre la variation d'intensité de ces émotions exigeait de porter attention aux propriétés des scissions : le fait que ces scissions soient habituelles ou non dans l'organisation ; le contenu politique des désaccords, avec une intensité d'émotions plus marquée quand ces derniers portent sur le dogme (marxiste-léniniste) de l'institution CLP plutôt que sur sa mise en pratique ; et à la dynamique des échanges de coups, le fait d'assumer plutôt que de subir la scission réduisant l'ampleur de ces mêmes émotions. Mais ces éléments ne suffisent pas : les émotions négatives sont manifestement plus présentes quand les partants sont jeunes et peu dotés en ressources militantes et sociales, quand l'organisation quittée est à son apogée plutôt qu'en déclin. Dès lors, seule l'ouverture de la boîte noire des scissions, passant par l'analyse fine des situations et des propriétés des protagonistes, permet de mettre au jour la logique des émotions ressenties et, indirectement, de saisir les spécificités de la culture partisane et du fonctionnement de l'organisation à deux moments de son histoire.